

REVUE FRANÇAISE
DE
PÉDAGOGIE

Revue française de pédagogie

Recherches en éducation

159 | avril-juin 2007

Politique et rhétoriques de l'« École juste » avant la
Cinquième République

THIVEND Marianne. *L'école républicaine en ville : Lyon, 1870-1914*

Paris : Belin, 2006. – 251 p. (Histoire de l'éducation).

Brigitte Dancel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1239>

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 208-211

ISBN : 978-2-7342-1090-0

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Brigitte Dancel, « THIVEND Marianne. *L'école républicaine en ville : Lyon, 1870-1914* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 159 | avril-juin 2007, mis en ligne le 01 octobre 2010, consulté le 20 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1239>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© tous droits réservés

THIVEND Marianne. *L'école républicaine en ville : Lyon, 1870-1914*

Paris : Belin, 2006. – 251 p. (Histoire de l'éducation).

Brigitte Dancel

RÉFÉRENCE

THIVEND Marianne. *L'école républicaine en ville : Lyon, 1870-1914*. Paris : Belin, 2006. – 251 p. (Histoire de l'éducation).

- 1 Issu d'une thèse de doctorat dirigée par Yves Lequin et soutenue à Lyon 2 en 1997, cet ouvrage présente « l'école de Jules Ferry » dans le cadre d'une grande ville, cadre longtemps négligé au profit soit, de l'école rurale rangée dans les « lieux de mémoire » soit, de l'école des banlieues placée depuis les années 1990 au cœur des études sociologiques. L'échelle locale adoptée ici tempère la prépondérance accordée pendant longtemps à l'État qui occulte d'autres facteurs locaux déterminants : les initiatives de la municipalité, le rôle des familles, des enseignants. Ce travail contribue à nuancer le portrait d'« une école de Jules Ferry » engluée dans une nostalgie prompte à occulter les conditions, les efforts et le temps long qui président à son organisation institutionnelle, matérielle et financière.
- 2 Lyon compte près d'un demi-million d'habitants à la fin du XIX^e siècle. Dès 1870, c'est une ville républicaine (opportuniste, socialiste et radicale avec Édouard Herriot en 1905) où les élus locaux organisent l'école publique laïque dans le cadre de la construction de l'État républicain et dans celui d'une ville confrontée à de profondes mutations démographiques, économiques et sociales. La période étudiée correspond en effet à l'effacement du travail traditionnel de la soie, de l'image du canut et du poids démographique des quartiers traditionnels (Presqu'île, Croix-Rousse, rive droite de la Saône) et à l'émergence d'industries nouvelles (électricité, chimie, automobile) et des quartiers de la rive gauche du Rhône dont la population est multipliée presque par trois.

- 3 La première partie de l'ouvrage traite de la politique scolaire de la municipalité de Lyon. En 1870, la couverture scolaire de l'espace urbain est assurée par un double réseau financé par la municipalité : celui des écoles laïques gérées et contrôlées par la Société d'instruction primaire du Rhône depuis 1828 et celui des écoles congréganistes (Frères des écoles chrétiennes et Sœurs de Saint-Charles). Passée une période conflictuelle (1870-1874) entre la municipalité et les congrégations, la situation s'apaise et la ville revient au financement des soixante-seize écoles publiques laïques et des soixante-et-une écoles publiques congréganistes. La laïcisation de l'offre d'école est relancée à partir de 1875 en s'appuyant sur les victoires électorales des républicains et, en 1881, presque toutes les écoles publiques congréganistes sont laïcisées. Lyon, à l'image des autres grandes villes, entre donc dans la laïcisation avant le vote des lois scolaires (laïcisation des programmes en 1882 et laïcisation du personnel en 1886). Sous la pression de l'inspection académique, l'offre d'école publique est rationalisée et les écoles de petite taille et mal équipées sont supprimées. C'est alors que les congréganistes ouvrent de nombreuses écoles privées et en 1884-1885 le partage entre trois formes de scolarisation est le suivant : 54 % des garçons et 44 % des filles sont scolarisés dans des écoles publiques ; 37 % des garçons et 45 % des filles dans les écoles privées congréganistes ; 9 % des garçons et 11 % des filles dans des écoles privées laïques surtout implantées dans les riches quartiers de la Presqu'île mais aussi sur le plateau de la Croix-Rousse où les canuts se défient d'une école organisée par un État « oppresseur ». Cette concurrence entre l'enseignement catholique et l'enseignement public conduit la municipalité à développer une véritable politique scolaire qui se traduit par la construction de bâtiments scolaires destinés à remplacer des locaux jugés pour la plupart insalubres. En 1879, la commission chargée « d'étudier les conditions générales qui doivent présider à la construction et à l'installation des maisons d'écoles dans la ville de Lyon » se déclare en faveur d'établissements de grande taille (700 à 800 élèves) et marque une période d'intense effort municipal en direction de l'école primaire (élémentaire et supérieur) avec l'ouverture de quinze groupes scolaires entre 1875 et 1887. Il est suivi durant les années 1890, par un ralentissement car la municipalité doit prendre en considération d'autres aménagements urbains. À partir de 1908, Édouard Herriot engage la ville dans un emprunt pour financer une reprise des constructions scolaires mais aussi de grands travaux d'aménagements urbains. La géographie des ces constructions scolaires est dictée par des choix : équiper en priorité les quartiers populaires et trouver des terrains pas trop coûteux. La première campagne de construction scolaire privilégie le quartier de la Croix-Rousse et s'achève en 1898 quand la crise de la soie s'installe et que la population déserte. La situation est identique dans les quartiers du « Vieux Lyon » sur la rive droite de la Saône. En revanche, le dynamisme démographique des nouveaux quartiers industriels sur la rive gauche du Rhône conduit l'inspection académique à signaler dès 1892 la nécessité d'y ouvrir des écoles : sept des onze groupes scolaires y sont construits entre 1908 et 1914. Si aux écoles fastueuses et aux devis élevés du début des années 1880 succède une simplicité moins onéreuse, les constructions scolaires sont perçues comme un moyen d'aménager un quartier (voirie, espaces publics), en particulier dans les quartiers nouvellement industrialisés où l'école devient un agent de la structuration de leur croissance et un moyen d'intégration à la République des couches populaires et ouvrières. À partir de 1912, Édouard Herriot rompt le lien entre groupe scolaire et amélioration du quartier et engage la ville dans un plan plus général « d'extension et d'embellissement de Lyon » où l'école n'a plus le premier rôle.

- 4 À ces dépenses extraordinaires, il faut ajouter les dépenses ordinaires d'enseignement qui sont multipliées par six entre 1879 et 1914 pour rétribuer les enseignants (dépense qui est loin d'être prise en charge par l'État dans les grandes villes avant 1919), équiper et entretenir ces bâtiments. L'essentiel du budget municipal d'instruction publique va à l'enseignement primaire (maternel, élémentaire et supérieur avec six EPS et deux CC), en particulier au salaire des enseignants. Ce poste de dépenses connaît deux fortes augmentations : le premier dans les années 1880 avec la laïcisation du personnel dans les écoles publiques, le second à partir de 1905 avec les nombreuses créations de postes d'enseignants qui accompagnent une augmentation spectaculaire du nombre d'élèves (22 363 élèves en 1901-1902 et 29 147 en 1914). Cette hausse est due à une reprise de la croissance démographique et à l'application de la loi Combes de 1904 qui désorganise momentanément le réseau des écoles catholiques. C'est sur la rive gauche du Rhône que l'effort de création de classes élémentaires publiques est le plus important (105 ouvertures de postes sur les 134 créations entre 1902 et 1904). En dépit de ces réels efforts, les classes restent surchargées (une moyenne de quarante-cinq élèves qui est très largement dépassée pour monter à quatre-vingt et plus, surtout dans les grands groupes scolaires car les salles de classes y sont plus vastes). Élus, enseignants et parents s'inquiètent de cette situation de surcharge qui peut aller à l'encontre de la volonté de promouvoir l'école républicaine.

5

La seconde partie de l'ouvrage, traite des pratiques scolaires des habitants de Lyon - soumis à des profondes mutations économiques et à fortes ségrégations spatiales et sociales. Les écoles publiques de Lyon scolarisent les enfants du peuple, ouvriers et employés. La Croix-Rousse perd ses familles de tisseurs remplacées par celles des artisans et des boutiquiers : évolution qui se traduit dans le recrutement des écoles du plateau. Sur la rive gauche du Rhône les familles ouvrières installées près des nouvelles usines donnent un recrutement ouvrier très homogène à certaines écoles. Sauf dans les quartiers proches du centre ville où s'opère un certain brassage social, les commerçants, les classes moyennes et supérieures ont des comportements d'évitement des écoles publiques au recrutement ouvrier trop marqué.

- 6 En cette période d'institutionnalisation de l'école obligatoire, l'étude des parcours scolaires montre que les scolarités poursuivies de six à treize ans dans la même école sont rares car, comme dans toutes les écoles urbaines de l'époque, les familles sont très mobiles afin de suivre le marché de l'emploi. Le nouveau Lyon ouvrier est particulièrement marqué par cette instabilité. Cette mobilité pose la question de l'efficacité de la scolarisation que les élus tentent de résoudre en demandant aux enseignants d'harmoniser leurs méthodes d'enseignement et de limiter le nombre des manuels différents pour chaque discipline. La mobilité des élèves résulte aussi du choix des familles attirées par une cantine, ou contraintes de trouver une nouvelle école pour des élèves indisciplinés peu enclins à respecter les règles scolaires qui se mettent en place, ou soucieuses de trouver la « meilleure » école (beau groupe scolaire tout neuf, présence d'un cours supérieur, bons résultats au certificat d'études, confiance dans un enseignant au point que sa mutation soit suivie par un certain nombre d'élèves). Cependant, l'absentéisme reste important en dépit de la mise en place dans les arrondissements de commissions scolaires composées d'élus et de bénévoles chargées du respect des lois sur le travail des enfants (douze ans en 1874 et treize ans en 1892). Au tournant du siècle, l'absentéisme se raréfie, en particulier sur le plateau de Croix-Rousse,

sous la double pression de ces commissions et de la crise de la soie. Quand il persiste, la raison tient désormais plus au désintérêt des familles les plus pauvres pour l'instruction qu'à une mise précoce au travail de leurs enfants. Ces scolarités chaotiques surtout dans les écoles de la rive gauche du Rhône, rendent le certificat d'études inaccessible.

- 7 Le choix entre privé et public joue également un rôle que l'auteur estime difficile à cerner « tant nos sources sont imprégnées d'anticléricalisme ». Dans les années 1880, les congréganistes offrent toujours plus qu'un service d'instruction : cantine de l'école des Frères des écoles chrétiennes sur la Croix-Rousse, surveillance de 16 h à 18 h grâce à l'éclairage au gaz, pression patronale et religieuse (préparer à la première communion) ; à toutes ces raisons sans doute faut-il ajouter celle qui fait rechercher la « meilleure » école. La promotion de l'école publique passe alors par l'organisation et le financement municipal d'œuvres destinées à aider les familles les plus pauvres et à soutenir la fréquentation scolaire : cantines scolaires, études surveillées, garderies du jeudi, classes de vacances. Lyon suit en cela la politique scolaire des grandes villes. La municipalité profite de la stagnation des effectifs de l'école publique dans les années 1890 pour déplacer les dépenses vers les activités péri et post scolaires. Les premières cantines gratuites pour les plus pauvres, ouvrent en 1892. L'organisation des études surveillées du soir est plus ancienne. Dès 1879, elles sont offertes gratuitement et en 1893 la ville rémunère les enseignants qui assurent ainsi la surveillance des enfants dont les parents travaillent. Pour occuper les filles le jeudi, la municipalité républicaine occupe le terrain des congréganistes avec l'ouverture d'« ouvroirs » : en 1914, vingt-neuf ouvroirs laïques dispensent des cours de couture, de cuisine et d'économie domestique. Pour les garçons, la ville organise à partir de 1897 les garderies du jeudi pour concurrencer les patronages catholiques et « soustraire les enfants de la rue » comme le dit un instituteur de la Croix-Rousse en 1902, moment où ces garderies concernent 45 % des garçons des écoles publiques. Au total, les trois quarts des garçons et un peu plus de la moitié des filles restent à l'étude de 16 h à 18 h et un bon tiers des filles et des garçons fréquentent ouvroirs et garderies du jeudi. En 1891, l'allongement des vacances d'été à deux mois (août et septembre) inquiète à la fois les parents qui craignent de voir leurs enfants « prendre contact avec le vice et le vagabondage » et ceux des directeurs d'écoles soumises à la concurrence d'écoles privées proches. En juillet 1897, le conseil municipal vote donc la création de vingt-neuf classes de vacances de garçons et de vingt-trois classes de vacances de filles. Dans toutes ces activités, le public ciblé ne semble pas avoir été vraiment atteint puisque l'inspecteur d'académie note en 1898 que « beaucoup de parents assez aisés, qui auraient pu garder leurs enfants, les ont confiés à leur maître le jeudi ». Reproche aussi est fait aux enseignants d'être peu inventifs dans les activités proposées le jeudi ou dans les classes de vacances. Mais il faut bien dire que ces enseignants sont aussi très sollicités par deux mouvements associatifs : les Amicales d'anciens élèves et la Ligue de l'Enseignement qui en 1904, lance le patronage laïque scolaire pour occuper les loisirs du dimanche après-midi : trois sont ouverts dans les quartiers de la périphérie ouvrière (rive gauche du Rhône) et un sur le plateau de la Croix-Rousse. Le développement de tous ces services sociaux et éducatifs montrent un souci de prendre en charge les enfants issus des classes populaires mais aussi la volonté de réagir à la dynamique catholique en matière de services périscolaires.
- 8 Dans l'affirmation de l'école publique, la République attend donc beaucoup de ses enseignants. La laïcisation des écoles publiques engagée à Lyon dès 1879 et l'exigence d'un certificat d'aptitude pour toutes les maîtresses d'école maternelle en 1881

conduisent la ville de Lyon à prendre une place centrale dans le recrutement et la formation de ses enseignants. L'école normale de garçons installée à Villefranche est déplacée à Lyon en 1882 en face du chantier de l'école normale de filles ouverte dans des locaux de fortune en 1879 sur le plateau de la Croix-Rousse et placée en concurrence avec de très nombreuses institutions de formation installées en centre ville.

- 9 Entre 1879 et 1883, les 228 nominations à Lyon concernent à plus de 60 % des enseignants jeunes qui rendent dans les années suivantes l'accession à un poste très difficile au point que dès 1884, l'académie exige la possession du brevet supérieur pour tous les candidats au métier pour Lyon. La vague d'ouvertures de nouvelles classes (134) entre 1902 et 1913 fait arriver une nouvelle génération d'enseignants sur Lyon. Désormais ce sont des normaliens et de des normaliennes qui ont fait leurs armes, en moyenne pendant huit ans, dans les communes rurales du Rhône. L'étude des parcours de 361 instituteurs et institutrices nommés à Lyon à partir de 1900 montre les stratégies de ces enseignants en milieu urbain : d'abord un poste en « banlieue » lyonnaise (Villeurbanne, Oullins, Pierre Bénite, Saint-Fons, La Mulatière, Caluire, Bron, Vénissieux, Tassin, Saint-Rambert) dans des écoles aux classes surchargées puis, un poste à Lyon, aux marges de la ville c'est-à-dire dans les quartiers périphériques de la rive gauche. Ces enseignants sont alors confrontés au décalage entre leurs conditions de travail à la campagne et celles de quartiers où il faut déployer beaucoup de fermeté et d'énergie. La moitié d'entre eux cherche à partir vers les quartiers centraux (la Guillotière, la Presqu'île, les Brotteaux, la Croix-Rousse) aux écoles réputées plus « faciles ».
- 10 Cette étude met en valeur la capacité d'adaptation de l'école primaire de la Troisième République par une grande ville républicaine qui prend en main sa politique d'école publique au prix de réels efforts financiers sans pour autant éviter les écueils de la géographie sociale. Ce souci de l'école publique est toujours visible dans l'actuel paysage urbain puisque les « palais scolaires » gardent encore leur fonction première grâce à leurs amples et solides volumes architecturaux adaptables aux besoins modernes. Cette continuité du service peut se lire dans les sources manuscrites (registres matricules et d'inscription des élèves) de douze écoles encore en activité dans lesquelles Marianne Thivend signale l'inégale conservation de ces archives d'écoles protégées normalement depuis un décret de 1979 régulièrement rappelé (Cf. l'instruction du 22 février 2005 sur « le tri et la conservation des archives produites par les services et établissements concourant à l'éducation »). Cet ouvrage, rédigé avec une grande clarté, contribue de belle manière à l'intérêt et à la diversité des approches de la collection « Histoire de l'éducation ».

AUTEURS

BRIGITTE DANCEL